

Le renouvelable se cherche

Publié le mardi 02 septembre 2014 à 03H00

Une nouvelle petite centrale photovoltaïque doit produire de l'électricité à partir d'aujourd'hui à Lifou et les recherches en matière de renouvelable se diversifient, avec notamment l'arrivée de la biomasse. De quoi rebooster les entrepreneurs de la filière ?

[1](#) > [2](#)



La ferme photovoltaïque de Lifou est la première à voir le jour depuis 2008. Deux nouveaux projets, photovoltaïque à Pouembout et éolien à Yaté, pourraient sortir d'ici 2015.

Photo Archives LNC

Les 1 000 panneaux solaires sont à poste. La construction de la ferme photovoltaïque de Lifou vient de se terminer et dès aujourd'hui, les 250 kilowattheures seront disponibles pour le réseau électrique de l'île. « On injecte directement le courant produit dans la centrale qui se trouve à proximité », explique Christophe Lapous, directeur d'Alizés Energie. Cette nouvelle ferme devrait fournir 5 % de la consommation électrique de Lifou.

Stratégie. Si cette installation n'est pas la seule du pays, elle est la première depuis 2008 à voir le jour. « On y voit plus clair depuis des années, mais dans la pratique c'est pas ça », commente Christophe Lapous, le président de l'association Synergie, qui réunit les acteurs du renouvelable en Calédonie. Et d'ajouter : « Il y a une vraie volonté politique et économique d'aller vers le renouvelable. Mais c'est un business où il faut être patient, on bénéficie seulement aujourd'hui du barrage de Yaté. Avec le renouvelable, il faut avoir une vision sur le long terme, ce qui n'est pas simple à adopter... » Mais le renouvelable, c'est aussi de l'argent. Christophe Lapous reconnaît : « Bien sûr que le renouvelable coûte plus cher à l'instant T que le charbon, mais une fois qu'on a cette énergie, elle est à nous et on la gère comme on veut. » L'idée première est donc d'utiliser les moyens locaux : « On parle d'autonomie énergétique. Au lieu d'importer des énergies fossiles, on fabrique localement des énergies propres. » A petite échelle, c'est ce qui a été notamment mis en place à l'île Ouen et à Tiga : « On a commencé pour des raisons financières et éviter le transport de gasoil », observe-t-on à

Enercal. Aujourd'hui, les deux îles sont autonomes en énergie, grâce à un moteur qui tourne à l'huile de friture et au photovoltaïque.

Attentes. Les derniers gestes en faveur du renouvelable ? La révision du tarif de rachat de l'électricité produite. Depuis mars 2013, le kilowattheure issu de l'éolien est racheté 18 francs au lieu de 11 francs auparavant. L'année dernière toujours, le gouvernement a lancé un appel à projets : une ferme éolienne de 20 mégawatts au-dessus de la tribu d'Unia à Yaté ainsi qu'une ferme photovoltaïque en forme de cœur à Pouembout sont retenues. Les deux devraient entrer en service au premier trimestre 2015, mais pour le moment rien n'est installé, ni panneaux solaires, ni éoliennes. Autres changements de taille pour la filière et son développement ? L'assouplissement de la loi sur l'hydroélectricité, ouvrant le marché aux projets de petits barrages de moins de 4 mégawatts, et la mise en place de kits photovoltaïques pour les particuliers via la prime Ecocash. Pourtant, les projets ont du mal à émerger : la réglementation est encore lourde et les investisseurs difficiles à trouver. Mais, les acteurs attendent des nouvelles du gouvernement Ligeard : un schéma énergie climat devrait être signé cette année pour tenter de mettre en place un plan pluriannuel d'investissement. Pour prendre les devants, l'association Synergie, qui devrait rencontrer Philippe Germain dans les prochaines semaines, est en train de travailler sur un « Livre blanc » du renouvelable, pour « être force de proposition » dans le secteur.

20 %

C'est la part que représentent les énergies renouvelables, dites « vertes » comme l'éolien, le photovoltaïque et l'hydroélectrique, dans la distribution publique d'électricité en Nouvelle-Calédonie. L'objectif de l'association Synergie est d'atteindre 27 % de renouvelable sur tout le réseau, en comptant les industries, notamment quand KNS et Vale tourneront à plein régime.

Questions à... Mohand Tazerout, chercheur en systèmes énergétiques et environnement

« Le déchet doit devenir un produit »



Les Nouvelles calédoniennes : Vous venez de monter un laboratoire sur les énergies renouvelables à l'école des Mines de Nantes. En quoi consiste-t-il ?

Mohand Tazerout : Le laboratoire Préver est effectif depuis un an. C'est une plate-forme de recherche et d'étude en valorisation énergétique des résidus aussi bien agroalimentaires, que le bois, les boues industrielles, ou les matériaux composites comme le plastique. L'objectif est de favoriser l'émergence de nouvelles technologies de conversion des résidus en bioénergie, mais aussi le développement de nouvelles filières énergétiques. L'idée est de trouver une opportunité énergétique à tous les déchets.

Produire de l'énergie avec des déchets, c'est possible ?

Tout à fait, ça s'appelle la biomasse et elle peut prendre différentes formes : combustion, méthanisation, la gazéification. Je déteste voir les déchets s'amonceler, pour moi, ils doivent être une qualité. Je suis contre le gaspillage et pour la récupération d'énergie, les déchets ont tous un pouvoir calorifique et une solution même quand ils ne peuvent pas être remis dans la chaîne de valorisation classique. Nous avons trouvé des procédés sur la plupart des déchets :

du fuel à partir du plastique, du charbon à partir des déchets verts...

Ces solutions vous paraissent-elles adaptables à la Calédonie ?

Ces installations existent dans certaines industries en France, et je les verrais bien ici, autant à Ducos que pour les industriels miniers. Pour les foyers, le problème c'est qu'en dehors de Nouméa et du Grand Nouméa, la population est très peu dense et le transport d'électricité coûte cher. Avec la biomasse, on n'a pas ce problème : de petites installations sont possibles, par village, tribu, famille. Chacun peut produire son électricité, avec ses moyens, quand il en a besoin.

Et nos voisins ?

Le Vanuatu avance

Nos voisins du Vanuatu produisent depuis 2005 un carburant 100 % local : l'huile de coprah. Actuellement, 17 % de l'électricité annuelle est produite grâce à ce biocarburant développé par la société Cofely, filiale de GDF-Suez. Et certains jours, il couvre à 100 % les besoins en électricité de l'île d'Efate. La combustion de cette huile alimente, à la place du fuel habituel, les deux moteurs de la centrale électrique. Ainsi, grâce au coprah, 3 millions de litres de gasoil (d'une valeur de 300 millions de francs) ont été économisés cette année. « Le coprah est produit au Vanuatu et traité au Vanuatu, les gens savent pour quoi ils travaillent », déclare Frédéric Petit, directeur de la société Cofely Vanuatu. Le coprah concerne des milliers de familles et leur permet de payer notamment les frais de scolarité de leurs enfants».

L'Australie recule

L'objectif d'atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'Australie d'ici 2020 a été remis en question par le gouvernement en mai. Budget à l'appui, le gouvernement a décidé de diminuer de moitié le budget du Fonds de réduction des émissions de carbone sur les quatre prochaines années. En chiffres : le secteur se retrouve avec 14,5 milliards de dollars en moins jusqu'à 2020, et 18 400 emplois sont directement menacés. Autre inquiétude : le 17 juillet, l'Etat a été le premier au monde à supprimer sa taxe carbone. Et pourtant, l'Australie, avec ses centrales à charbon et ses industries minières, fait partie des pays les plus émetteurs de carbone.

Marion Le Roy

